

GRUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD
PRÉSIDENT DU GROUPE

Lutter efficacement contre la pollution

En votant des mesures très détaillées pour lutter contre la pollution, Anne Hidalgo et la municipalité parisienne ont voulu agir au plus vite, conformément à nos engagements de campagne. Il y a en effet urgence : en France, plus de 42 000 décès chaque année seraient imputables à l'émission de particules, très majoritairement produites par les moteurs de véhicules diesel. Dès 2001, après des décennies d'inaction, nous avons mis en œuvre une politique ambitieuse de réduction de la pollution en lançant Vélib', Autolib', la reconquête des voies sur berges, le réaménagement de la place de la République... En treize ans, les particules fines ont diminué de 35% et les émissions de CO₂ de 13%. Malgré cela, la droite parisienne s'est toujours

opposée à la réduction de la circulation automobile. Il nous faut pourtant continuer à agir car la voiture reste encore la principale source de pollution. Nous devons donc rééquilibrer sa place dans l'espace urbain et favoriser des modes de déplacement alternatifs. De plus, il faut impérativement diminuer voire éradiquer les véhicules les plus polluants. Le bouclage du tramway constitue un premier levier qui contribuera à diminuer sensiblement le volume des déplacements automobiles. Un autre projet consiste à réaliser une nouvelle ligne de tramway reliant les six gares parisiennes, en passant par les grands axes de la capitale.

Parallèlement, nous avons commencé à faire disparaître le diesel de la flotte municipale et le Syndicat des transports d'Île-de-France commandera dès cet automne des véhicules hybrides. Anne Hidalgo l'a affirmé : nous obtiendrons l'éradication du diesel à Paris à l'horizon 2020.

C'est une impérieuse nécessité car la France est le pays d'Europe où la

diésélisation du parc automobile est la plus importante, les gouvernements de droite ayant largement contribué à cette situation par leurs décisions successives aux effets très négatifs pour l'environnement et la santé publique.

Pour être efficaces, nous voulons, en lien avec l'État, mettre en place à la fois des mesures structurantes et des mesures d'urgence : il s'agira d'abord de restreindre progressivement la circulation des véhicules les plus polluants, en veillant à ce que des mesures d'accompagnement social et financier viennent compenser les coûts induits. Ensuite, des mesures automatiques d'urgence permettant la gratuité du stationnement résidentiel, d'Autolib', de Vélib', voire des transports en commun, se déclencheront en fonction du niveau d'alerte. En nous confiant la responsabilité de mener pendant six ans la politique municipale, vous nous avez demandé de tout faire pour réduire encore plus significativement la pollution. Nous nous y attelons dès maintenant avec détermination. ■

GRUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE
PRÉSIDENT DU GROUPE

Vite! Un plan de bataille pour le logement!

Disons les choses simplement, Paris est hors de prix. Pourquoi Paris est-il hors de prix? Parce que, comme sur tous les marchés, et c'est une loi imparable, quand la demande est très largement supérieure à l'offre, les prix montent. Il y a une pénurie de logements à Paris.

En réalité, il n'y a pas que 2 catégories de Parisiens en matière de logement – les très aidés dans le logement social et les très aisés dans le logement privé –, mais il y a une troisième catégorie oubliée, les « très serrés ». Serrés économiquement entre ces deux parcs immobiliers qui leur sont interdits, serrés physiquement dans des espaces trop petits, des appartements exigus d'à peine plus de deux pièces, serrés socialement parce que ce sont les oubliés, les silencieux, et les sans-

grade de la politique du logement à Paris, serrés financièrement parce que leur pouvoir d'achat diminue tous les jours...

Il faut sortir de cet étau en donnant un nouvel élan au problème du logement à Paris, en exigeant un pilotage fort de la municipalité de Paris, en particulier dans le champ de la construction neuve.

Ce plan de bataille tient en quelques principes simples. Et d'abord, en tout premier lieu, il nous faut fixer un objectif quantitatif, qui distingue la construction de l'acquisition améliorée et autres transformations d'usage. Il faut établir à Paris un plan de constructions nouvelles sur les dix ans qui viennent, avec un objectif final ambitieux d'environ 50 000 logements vraiment construits. Et il ne faut pas seulement dire qu'on va construire, mais il faut dire combien de logements nouveaux et où.

Il faut un recensement de tous les sites, un inventaire complet du foncier disponible, une cartographie précise de toutes les surfaces, des

friches et des emprises à reconquérir, tout ceci mis en œuvre par la Ville de Paris, et ne rien attendre de complaisant ou de spontané, de volontaire, de l'État ou de ses opérateurs dont on a déjà mesuré l'inertie et l'égoïsme dans ce domaine.

La Ville de Paris doit être en mesure d'exiger le foncier libérable, et non pas être réduite à attendre qu'on lui cède.

C'est la raison pour laquelle ce plan de constructions nouvelles doit être équilibré, proportionné, et répondre aux différentes demandes de logement social, le locatif, l'accession à la propriété et à l'intérieur de chacune de ces catégories comprendre une part significative de logements intermédiaires et de logements familiaux de 3 pièces et plus, terriblement négligés aussi ces dernières années.

Normalement c'est au pied du mur qu'on voit le maçon... Depuis quinze ans, à Paris, c'est plutôt les colimaçons qui donnent le tempo d'une politique de construction de logements qui n'avance pas. ■

GROUPE UMP**NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET
PRÉSIDENTE DU GROUPE****Une opposition d'action
est en marche**

Le Conseil de Paris des 19 et 20 mai derniers aura permis de montrer qu'il est possible d'incarner une opposition non seulement exigeante, mais aussi constructive. Être constructif, c'est savoir dépasser le clivage binaire droite-gauche pour porter des projets utiles aux Parisiens. Nous avons ainsi amélioré le Code de déontologie proposé aux élus, qui ne comportait aucune disposition pour encadrer les voyages, qui pouvaient dès lors se faire sans aucun contrôle. Le groupe UMP a présenté un amendement, adopté à l'unanimité, pour contraindre les élus à déclarer les voyages qu'ils seraient amenés à accomplir dans le cadre de leurs fonctions.

Toutes nos propositions n'ont malheureusement pas eu le même

accueil de l'équipe municipale, ainsi par exemple les vœux que nous avons déposés pour faire de Paris une zone à faible émission de CO₂ (« ZAPA ») pour adopter un calendrier de sortie du diesel, ou encore pour obtenir la transparence sur les chiffres de la sécurité dans chaque arrondissement, qui ont été rejetés par l'équipe municipale. Nous continuerons à défendre la sécurité des Parisiens, en proposant par exemple de renforcer le dispositif de vidéoprotection.

Être constructif, c'est aussi dépasser les clivages politiques pour porter les grands projets urbains. Le groupe UMP a ainsi voté pour le lancement des études qui permettront l'extension du tramway T3 à Pont Garigliano et à Nation, ainsi que la création de nouvelles lignes afin notamment de relier entre elles les gares parisiennes. Être constructif, c'est enfin défendre la voix des Parisiens, comme nous l'avons fait en engageant une consultation sur les

améliorations à apporter à la réforme des rythmes scolaires (rythmesscolaires-paris.fr), qui conduira le groupe UMP à proposer à l'exécutif de mettre en œuvre les assouplissements qui auront été le plus plébiscités par les Parisiens. Être exigeant, c'est par exemple rester vigilant sur l'état des finances de la Ville, dont la dette a quadruplé (de 1 à 4 milliards), et la masse salariale augmenté de 35 % en deux mandats : nous avons ainsi demandé, conjointement avec nos partenaires de l'UDI et du Modem, qu'un audit complet, public et indépendant soit réalisé sur les finances parisiennes. Aucun n'a été fait depuis 2001 !

C'est aussi continuer à réclamer, comme nous l'avons fait, la transparence sur l'évolution des plus hautes rémunérations de l'Hôtel de Ville ; il est regrettable que nos demandes n'aient pas été entendues par la nouvelle équipe.

C'est donc une opposition d'action que notre groupe entend incarner, au service des Parisiens. ■

**GROUPE COMMUNISTE -
FRONT DE GAUCHE****NICOLAS BONNET-OULALDJ
PRÉSIDENT DU GROUPE****Le service public est-il
soluble dans l'austérité ?**

Les collectivités locales assurent plus de 70 % de l'investissement public en France. Elles sont des acteurs clés de la croissance et de l'emploi et sont bien souvent le dernier rempart contre la crise sociale.

À Paris, nous croyons en l'investissement public. Nous nous sommes engagés à développer de nouveaux équipements publics de proximité et à répondre à vos besoins, tels que la création de nombreux logements sociaux et places en crèche.

Or, les décisions induites par le pacte de responsabilité annoncées par Manuel Valls vont très lourdement impacter les finances de notre ville. Le manque à gagner à l'horizon 2017 est estimé à plus

de 500 millions d'euros par an. Nous ne pouvons pas accepter ce programme de stabilité et tous les dogmes libéraux qui nous conduisent dans le mur et nous enfoncent jour après jour un peu plus dans la crise. C'est un de ces plans d'austérité imposé dans toute l'Europe, qui ont fait reculer le pouvoir d'achat, réduit les capacités de production et finalement appauvri les peuples.

Un cadeau qui profite encore une fois aux plus riches avec 45 milliards d'euros d'allègements fiscaux pour le capital sans contrepartie.

Pour avoir les moyens de satisfaire vos attentes, nous avons deux axes de réponse. Tout d'abord, demander au gouvernement de revenir sur son projet de baisse des dotations aux collectivités locales et de rembourser la dette de l'État vis-à-vis des Parisiennes et des Parisiens, estimée à plus de 1 milliard d'euros. L'État s'est désengagé d'un grand nombre de ses responsabilités vers les collectivités sans

donner les moyens financiers correspondants pour les faire fonctionner. Paris doit retrouver les fonds qu'elle aurait toujours dû avoir.

Ensuite, nous attaquer frontalement à la spéculation immobilière et mobiliser les centaines de milliers de mètres carrés de bureaux et de logements vacants ou très peu utilisés à Paris. Pour faire baisser les prix de l'immobilier qui atteignent des sommets, mettre à disposition 10 000 nouveaux logements par an et dégager de nouvelles ressources, il faut taxer les logements et les bureaux vacants, et mettre à contribution les propriétaires des extrêmement nombreuses résidences secondaires à Paris.

Vous pouvez compter sur notre mobilisation pour faire avancer le Paris solidaire que nous voulons tous. Une ville juste, qui fait participer l'ensemble des acteurs de la société pour un projet profitable à tous. ■

GRUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS
ET DAVID BELLIARD
COPRÉSIDENTS DU GROUPE

De l'air frais pour l'été!

Baignades, soirées festives et escapades hors-périph' : l'été apporte ses bienfaits. Mais à Paris, temps sec et soleil amènent aussi de nouveaux pics de pollution. Parmi les polluants rencontrés dans l'air : l'ozone, le benzène, le dioxyde d'azote et bien sûr les particules (PM10 et PM2,5). Les effets sur la santé – respiratoires ou cardio-vasculaires – sont importants, même si les concentrations de ces polluants ont baissé d'environ 10 % depuis une décennie. Comment profiter pleinement des promenades estivales en bord de Seine, sans ces vents mauvais ? Pour cette mandature, la gauche et les écologistes se sont accordés sur un plan d'amélioration de la

qualité de l'air sans précédent, conforme aux attentes importantes formulées par les Parisiennes et les Parisiens durant la campagne municipale. Les projets adoptés sont ainsi nombreux et ambitieux : développement du tramway et des bus à haut niveau de service autour de Paris, entre les gares SNCF, sur les quais hauts de la Seine, généralisation des zones de circulation à 30 km/h, éradication des véhicules diesel d'ici à 2020, accélération de la mise en place des procédures d'urgence en cas de pic de pollution (transports en commun gratuits, circulation alternée)...

Paris doit être exemplaire car le gouvernement est de son côté particulièrement timide quant à la remise à plat nécessaire de la fiscalité du diesel. Paris doit être offensif pour entraîner dans ses efforts l'ensemble de la métropole. Paris doit être volontariste car la lutte contre la pollution est aussi une opportunité de repenser la ville : moins de voitures, moins

de bruit, plus d'espace, c'est aussi une cité plus apaisée, plus saine, plus conviviale. Imaginez-vous, en août 2020, remonter à pied l'ensemble des quais de la Seine au milieu de jardins généreux, avant de prendre un tram moderne et silencieux pour rejoindre des amis vivant derrière le boulevard périphérique ! Une capitale plus dynamique et plus accueillante se dessine.

Ces défis mobilisent bien sûr l'ensemble des élu/es et l'administration municipale, mais ils nécessitent aussi l'engagement des Parisiennes et des Parisiens. Participation à une conférence de consensus, réalisation de diagnostic dans son propre domicile pour évaluer la pollution intérieure, choix de budgets participatifs au niveau des arrondissements... Avec l'ensemble de la majorité, nous donnerons des clés à chacune et chacun pour gagner collectivement la bataille de l'air. Et mieux savourer, en pleine santé, les prochains étés. ■

GRUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS
PRÉSIDENT DU GROUPE

Politique du logement : efficacité et ambition doivent habiter notre action

Préoccupation majeure des Parisiennes et des Parisiens, l'accès du plus grand nombre à un logement digne à coût raisonnable constitue le premier objectif de notre majorité. La diversification et l'augmentation de l'offre, la qualité des logements produits, la nécessaire mixité sociale de nos quartiers, une plus grande efficacité dans les procédures d'attribution et d'échange, une répartition équilibrée à l'échelle parisienne, voilà nos exigences en matière de logement. Elles seront portées par notre groupe lors de cette mandature. La majorité de gauche du Conseil de Paris doit avancer avec des objectifs clairs : amplifier l'offre

sans négliger une nécessaire amélioration du cadre de vie des habitants, notamment celles et ceux des ensembles sociaux.

L'exigence du service rendu aux habitants par les bailleurs sociaux constitue ainsi un défi majeur de la mandature : une meilleure réactivité quant aux demandes des habitants, une meilleure écoute, un suivi plus pointu des locataires, voilà des chantiers sur lesquels une réelle marge de progression existe. La mise en place dès la rentrée de septembre d'un système de « scoring », classant anonymement chaque demande par ordre d'urgence via un système de points en prenant en compte les critères de revenu, d'éloignement du lieu de travail, d'ancienneté de l'inscription ou de situation familiale, constitue d'ores et déjà une avancée notoire pour les demandeurs parisiens qui auront une meilleure lisibilité de leurs demandes.

La préemption de milliers de mètres carrés d'immeubles de bureaux inoccupés et l'incitation des pro-

priétaires à les transformer en logement sont aussi des pistes concrètes que nous soutenons et qui seront rapidement activées. Nous n'oublions pas que ces objectifs ambitieux serviront inmanquablement notre collectivité en matière de création d'emploi dans le secteur notamment du BTP. C'est aussi un élément qui doit nous encourager dans cette démarche volontariste. La médiatrice de la Ville de Paris indique dans son rapport pour l'année 2013 que les questions liées au logement constituent les principales requêtes sur lesquelles elle est saisie : notre majorité a donc fait le bon choix en en faisant sa priorité pour la mandature.

Le cap fixé par la Maire de Paris est clair : activer l'ensemble des leviers disponibles pour rendre Paris habitable pour tous. Il nous oblige et nous engage. C'est avec exigence que le groupe Radical de Gauche, Centre et Indépendants veillera à la réalisation de ces objectifs dans l'intérêt des Parisiennes et des Parisiens. ■